

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES  
CABINETS DENTAIRES DU 17 JANVIER 1992 -  
ÉTENDUE PAR ARRÊTÉ DU 2 AVRIL 1992 JORF 9  
AVRIL 1992

IDCC 1619

Brochure 3255

TEXTE INTÉGRAL

10/04/2024







**Préambule**

**Titre Ier : Dispositions générales**

Champ d'application ..... 1  
 Durée et dénonciation ..... 1  
 Révision ..... 1  
 Avantages acquis ..... 1  
 Adhésion ..... 1  
 Commissions paritaires : composition et attributions ..... 1  
 Participation des salariés mandatés par les organisations syndicales représentatives aux commissions ..... 2  
 Égalité professionnelle. Égalité de traitement ..... 2  
 Soins aux salariés ..... 2  
 Tickets-restaurant ..... 2

**Titre II : Droit syndical et institutions représentatives du personnel**

Liberté d'opinion (1) ..... 2  
 Exercice du droit syndical ..... 3  
 Absences pour l'exercice d'une activité syndicale (1) ..... 3  
 Délégués du personnel ..... 3  
 Comité d'entreprise ..... 3

**Titre III : Contrat de travail**

Préambule ..... 3  
 Embauche ..... 3  
 Mentions obligatoires contenues dans le contrat de travail ..... 3  
 Catégories de personnel ..... 3  
 Période d'essai ..... 4  
 Aptitude médicale et médecine du travail ..... 4  
 Absence du salarié pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption ..... 4  
 Conséquence de l'inaptitude du salarié d'origine non professionnelle ..... 5  
 Modification de la situation juridique de l'employeur ..... 5  
 Modification du contrat de travail ..... 5  
 Service national ..... 5  
 Rupture du contrat de travail ..... 5  
 Secret professionnel ..... 6  
 Devoirs du personnel ..... 6  
 Salaires ..... 6  
 Prime d'ancienneté ..... 6  
 Prime de secrétariat ..... 6  
 Hygiène des locaux. - Tenue de travail ..... 6

**Titre IV : Maintien du salaire en cas de maladie - Indemnisation en cas de licenciement et départ en retraite**

Champ d'application ..... 6  
 Maintien du salaire ..... 7  
 Indemnité de licenciement ..... 7  
 Indemnité de départ à la retraite ..... 7  
 Point de départ et cessation des garanties ..... 7  
 Maintien des garanties ..... 7

**Titre V : Régime de prévoyance (1) et retraite complémentaire (2) (1) Accord du 5 juin 1987. (2) Accord du 22 novembre 1991.**

Préambule ..... 7  
 Objet ..... 7  
 Obligations réciproques ..... 8  
 Conditions d'application ..... 8  
 Répartition des cotisations ..... 8  
 Gestion du régime ..... 8  
 Commission de suivi du régime ..... 8  
 Retraite complémentaire. - Répartition de la cotisation (1) ..... 8

**Titre VI : Durée du travail et congés**

Durée du travail ..... 8  
 Congés payés ..... 9  
 Congés de courte durée ..... 10  
 Congés pour événements familiaux et personnels ..... 10  
 Congé de proche aidant ..... 11  
 Congé de solidarité familiale ..... 11  
 Congé de maternité ..... 11  
 Congé de paternité et d'accueil de l'enfant ..... 11  
 Congé d'adoption ..... 11  
 Congé pour enfant malade ..... 12  
 Congé de présence parentale ..... 12  
 Congé parental d'éducation ..... 12  
 Congé sans solde pour élever son enfant ..... 12  
 Démission sans préavis conventionnel pour élever son enfant ..... 12  
 Démission avec préavis conventionnel pour élever son enfant ..... 12

**Titre VII : Formation professionnelle**

**Textes Attachés**

Annexe I : Classification des emplois ..... 17  
 Titre Ier. Emplois de la fabrication de prothèse dentaire ..... 17  
 1.1. Description de l'activité de prothèse dentaire ..... 17  
 1.2. Définition des niveaux de qualification ..... 17

Titre II. Emplois d'assistant dentaire	17
2.1. Exercice de la profession	17
2.2. Formation	18
2.3. Validation des acquis de l'expérience (VAE)	19
2.4. Définition des activités ou actes réalisables par l'assistant dentaire	19
2.5. Rémunération	20
2.6. Assistant dentaire ' mention complémentaire '	20
Titre III. Emplois d'aide dentaire	21
3.1. Exercice de la profession	21
3.2. Formation	21
3.3. Définition des tâches et actes réalisables par l'aide dentaire	21
3.4. Évolution du métier	21
3.5. Sanctions des études	22
3.6. Rémunération	22
Titre IV. Formation continue obligatoire	22
4.1. Formation continue. - Attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 (AFGSU 2) - pour l'assistant dentaire	22
4.2. Formation continue. - Attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 1 (AFGSU 1) - pour l'aide dentaire	22
4.3. Formation continue. - Stérilisation pour les assistants et aides dentaires	22
Titre V. Formations continues facultatives	22
5.1. Formations	22
5.2. Formation continue ' mentions complémentaires •? réservées aux assistants et aides dentaires	23
5.3. Formation continue ' mentions complémentaires •? réservée aux assistants dentaires	23
5.4. Rémunération	23
Titre VI. Emplois administratifs	23
6.1. Le (la) réceptionniste ou l'hôte(sse) d'accueil	23
6.2. Secrétaire technique, option santé	23
Titre VII. Emplois d'entretien	24
7.1. Personnel d'entretien	24
7.2. Entretien du mobilier professionnel	24
Titre VIII. Travaux de secrétariat	24
8.1. Définition	24
8.2. Modalités de dénonciation de la prime de secrétariat	24
8.3. Personnels concernés	24
8.4. Mesures transitoires prime de secrétariat - mention complémentaire administrative	24
Titre IX. Changement de catégorie du salarié	24
Titre X. Obligations de l'employeur pendant la formation des salariés	24
Annexe II - Grille des salaires	25
Grille des salaires à compter du 1er janvier 1992	25
Annexe III. Commission paritaire de l'emploi	25
Commission paritaire de l'emploi	25
I. Composition	25
II. Fonctionnement	25
III. Attributions	26
IV. Indemnisation des membres de la commission	26
V. Modification	26
Annexe IV - Soins aux salariés	26
Accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	26
Avenant du 3 avril 1992 relatif à la date d'application de la convention collective	29
Avenant du 13 mai 1992 relatif à la retraite complémentaire	29
Accord du 14 janvier 2000 relatif à la retraite complémentaire	29
Avenant modifiant l'accord du 22 novembre 1991	29
Avenant du 11 février 2000 relatif à la prorogation de l'accord de l'ARPE du 6 novembre 1998	29
Avenant n° 2 du 29 juin 2000 à l'accord du 6 novembre 1998 relatif à l'ARPE	29
Accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	30
Préambule	30
Chapitre Ier : Dispositions générales	30
Chapitre II : Aménagement-réduction du temps de travail	30
Chapitre III : Modalités de l'accès direct aux aides gouvernementales	33
A. Aides gouvernementales prévues par la loi du du 13 juin 1998	33
B. Allègement des cotisations sociales prévu par la loi du 19 janvier 2000	34
Accord du 28 mars 2003 relatif à la durée du travail (art. 6.1 de la convention collective)	34
Accord du 27 juin 2003 relatif au champ d'application de la convention collective	34
Accord du 5 décembre 2003 relatif à la nouvelle rédaction du champ d'application	34
Avenant n° 1 du 5 décembre 2003 relatif à l'accord prévoyance du 5 juin 1987	35
Accord du 5 décembre 2003 relatif à la modulation du temps de travail	35
1. Préambule	35
2. Modulation du temps de travail pour les salariés employés à temps plein	35
Avenant n° 2 du 27 février 2004 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la garantie rente éducation	36
Avenant du 26 mars 2004 relatif à la modulation du temps de travail des salariés à temps partiel	37
Préambule	37
Champ d'application	37
Durée minimale de travail	37
Amplitude de la modulation	37
Durée quotidienne du travail et aménagement	37
Décompte du temps de travail	37
Formation professionnelle	37

Rémunération .....	37
Date d'application .....	38
Avenant du 2 juillet 2004 portant modification du préambule du titre III de la convention .....	38
Avenant du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle .....	38
Accord du 3 décembre 2004 relatif à l'enseignement dans le cadre de la professionnalisation .....	38
Accord du 3 décembre 2004 relatif aux modalités d'organisation de la journée de solidarité .....	38
Préambule .....	38
Titre Ier : Principes .....	39
Titre II : Dispositions particulières .....	39
Titre III : Dispositions générales .....	39
Accord du 7 janvier 2005 relatif à la formation professionnelle .....	40
Accord du 7 janvier 2005 relatif aux congés pour maladie d'un enfant de moins de 12 ans .....	40
Accord du 25 février 2005 relatif à la formation professionnelle .....	40
Accord du 25 février 2005 relatif à la formation professionnelle .....	40
Accord du 8 juillet 2005 relatif aux absences pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption .....	41
Avenant du 8 juillet 2005 relatif à la formation professionnelle .....	41
Accord du 2 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle .....	41
Accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme .....	42
Préambule .....	42
Champ d'application .....	42
Financement : contributions des entreprises de la branche .....	42
Recouvrement des contributions .....	42
Affectation des fonds .....	42
Association de gestion du paritarisme .....	43
Bilan de fonctionnement .....	43
Durée, révision, dénonciation .....	43
Date d'application .....	43
Publicité, dépôt, extension .....	43
Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux emplois d'assistant dentaire (titre II) .....	43
Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux emplois d'aide dentaire (titre III, annexe I) .....	44
Avenant du 5 octobre 2007 relatif à la détermination de la durée du travail effectif (1) .....	45
Avenant du 7 mars 2008 portant modification de l'article 3.2 de l'accord relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail .....	45
Avenant du 19 juin 2008 portant modification de la convention collective .....	46
Avenant du 5 décembre 2008 relatif à la formation professionnelle .....	46
Avenant du 25 septembre 2009 relatif à la période d'essai .....	46
Avenant du 18 décembre 2009 relatif à l'emploi de secrétaire technique .....	47
Accord du 4 juin 2010 relatif au financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels .....	48
Avenant du 24 septembre 2010 relatif à la prévoyance et à la retraite complémentaire .....	49
Adhésion par lettre du 20 décembre 2010 de la CFDT santé et services sociaux à l'accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme .....	49
Avenant du 6 octobre 2011 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	50
Avenant n° 4 du 9 février 2012 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	50
Avenant du 20 septembre 2012 relatif à la formation professionnelle .....	50
Adhésion par lettre du 4 janvier 2013 de la CFTC à l'accord du 1er décembre 2012 relatif aux salaires .....	51
Avenant du 14 mars 2013 relatif à la formation professionnelle .....	51
Accord du 28 février 2014 relatif au temps partiel .....	52
Préambule .....	52
Champ d'application .....	52
Définition du temps partiel .....	52
Passage du temps partiel au temps .....	53
Priorité légale d'accès à un emploi à temps plein ou à temps partiel .....	53
Contrat de travail .....	53
Période d'essai .....	53
Ancienneté .....	53
Indemnités de licenciement ou de départ à la retraite .....	53
Temps de travail des salariés à temps partiel .....	53
Interruption de séquence de travail journalière d'un salarié à temps partiel .....	54
Augmentation du temps de travail à temps partiel .....	54
Heures complémentaires .....	54
Modification de la répartition de la durée du travail .....	54
Temps partiel thérapeutique .....	54
Cumul d'emplois .....	54
Temps partiel modulé .....	54
Temps partiel plurihebdomadaire sur l'année civile pour une durée de travail supérieure ou égale à 24 heures .....	55
Date d'entrée en vigueur .....	56
Durée .....	56
Révision .....	56
Dénonciation .....	56
Formalités de dépôt .....	56
Avenant n° 5 du 21 mai 2014 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	56
Avenant du 9 octobre 2014 relatif à la formation professionnelle continue .....	57
Avenant n° 6 du 6 novembre 2014 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	58
Accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire .....	59
Préambule .....	59
Annexes .....	62
Avenant n° 1 du 21 mai 2015 à l'accord du 13 mars 2015 portant instauration d'une couverture santé complémentaire collective à adhésion .....	62

obligatoire .....	63
Avenant n° 2 du 22 octobre 2015 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire .....	63
Avenant du 15 janvier 2016 modifiant l'article 6.1. du titre VI de la convention collective .....	63
Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail .....	65
Titre II Aménagement. - Réduction du temps de travail .....	65
Titre II Aménagement. - Réduction du temps de travail .....	65
Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 26 mars 2004 relatif à la modulation du temps de travail des salariés à temps partiel .....	65
Avenant du 7 juillet 2016 à l'accord du 28 février 2014 sur l'organisation du travail à temps partiel .....	66
Avenant n° 7 du 27 octobre 2016 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	66
Avenant du 16 mars 2017 modifiant l'article 1.6. du titre I de la convention collective .....	67
Titre Ier Dispositions générales .....	67
Adhésion par lettre du 4 décembre 2017 de l'UNSA santé sociaux à la convention .....	68
Adhésion par lettre du 9 juillet 2018 de l'UNSA santé et sociaux à l'ensemble des accords attachés à la convention collective .....	68
Accord du 21 mars 2019 relatif à l'inscription du titre d'assistant dentaire aux ARS .....	68
Préambule .....	68
Accord du 21 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO des entreprises de proximité) .....	69
Préambule .....	69
Avenant du 5 juillet 2019 à l'accord du 21 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO des entreprises de proximité) .....	69
Préambule .....	69
Avenant du 5 juillet 2019 relatif à la modification de l'annexe I à la convention collective .....	70
Annexe .....	70
Avenant n° 3 du 10 octobre 2019 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire .....	76
Préambule .....	77
Annexe .....	77
Accord du 2 juillet 2020 relatif au dispositif de reconversion ou promotion par alternance (Pro-A) .....	77
Avenant n° 8 du 22 avril 2021 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	78
Adhésion par lettre du 29 novembre 2021 de la CFE-CGC à l'accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme .....	79
Avenant n° 8 du 7 octobre 2021 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	79
Objet .....	79
Avenant n° 9 du 7 octobre 2021 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	80
Objet .....	80
Avenant du 18 novembre 2021 relatif à la modification de la convention collective (art. 2.3 « Absences pour l'exercice d'une activité syndicale » du titre II « Droit syndical et institutions représentatives du personnel ») .....	80
Avenant du 18 novembre 2021 relatif à la modification de la convention collective (annexe I « Classification des emplois ») .....	81
Avenant n° 10 du 15 septembre 2022 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	88
Préambule .....	88
Avenant du 15 septembre 2022 relatif à la révision du titre VI de la convention collective .....	89
Préambule .....	89
Avenant du 20 octobre 2022 relatif à la révision du titre VII « Formation professionnelle » de la convention collective .....	91
Préambule .....	91
Avenant n° 11 du 5 octobre 2023 au protocole d'accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance .....	96
Préambule .....	96
Avenant du 5 octobre 2023 relatif à la révision de la convention collective (Article 3.11 « Rupture du contrat de travail » du titre III) .....	97
Préambule .....	97
Avenant n° 4 du 9 novembre 2023 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire .....	98
Préambule .....	98
Annexes .....	98
Avenant du 7 décembre 2023 relatif à la modification du titre X de l'annexe 1 « Obligations de l'employeur pendant la formation des salariés » .....	99
Préambule .....	99
<b>Textes Salaires</b> .....	99
Accord du 29 septembre 2006 relatif aux salaires(1) .....	99
Accord du 6 juillet 2007 relatif aux salaires .....	101
Accord du 5 octobre 2007 relatif aux salaires .....	101
Annexe .....	102
Accord du 19 juin 2008 relatif à la grille des salaires .....	102
Accord du 5 décembre 2008 relatif aux salaires au 1er janvier 2009 .....	103
Annexe .....	103
Accord du 25 septembre 2009 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2009 .....	104
Annexe .....	104
Accord du 18 décembre 2009 relatif aux salaires au 1er janvier 2010 .....	105
Annexe .....	105
Accord du 17 décembre 2010 relatif aux salaires au 1er janvier 2011 .....	106
Accord du 6 octobre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er octobre 2011 et au 1er juin 2012 .....	106
Annexes .....	106
Accord du 16 décembre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2011 .....	107
Annexe .....	107
Accord du 16 décembre 2011 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2012 .....	108
Annexe .....	108
Accord du 21 juin 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er juin 2012 .....	109
Annexe I .....	109
Accord du 20 septembre 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er juillet 2012 .....	110
Annexe .....	110
Accord du 30 novembre 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2012 .....	111



Annexe	111
Accord du 28 juin 2013 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2013	112
Annexe	112
Accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires au 1er janvier 2014	112
Annexe	112
Accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires au 1er mai 2014	113
Annexe	113
Accord du 16 janvier 2015 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2015	113
Annexe	114
Accord du 21 mai 2015 relatif aux salaires et aux primes au 1er juin 2015	114
Annexe	114
Accord du 15 janvier 2016 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1er janvier 2016	115
Annexe	115
Accord du 27 octobre 2016 relatif aux salaires et aux primes au 1er décembre 2016	115
Annexe	116
Accord du 10 février 2017 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2017	116
Annexe	116
Accord du 27 octobre 2017 relatif aux salaires au 1er décembre 2017	116
Préambule	117
Dépôt. - Extension. - Application	117
Annexe	117
Accord du 8 février 2018 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2018	117
Accord du 21 mars 2019 relatif aux salaires et aux primes au 1er janvier 2019	118
Préambule	118
Dépôt. - Extension. - Application	118
Annexe	118
Accord du 16 janvier 2020 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1er janvier 2020	119
Annexe	119
Accord du 14 janvier 2021 relatif aux salaires au 1er janvier 2021	119
Préambule	119
Dépôt.?Extension.?Application	120
Annexe	120
Accord du 27 janvier 2022 relatif aux salaires au 1er janvier 2022	120
Préambule	120
Annexe	120
Accord du 21 juillet 2022 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2022	121
Préambule	121
Annexe	121
Accord du 8 décembre 2022 relatif à l'ajustement salarial au 1er décembre 2022	122
Préambule	122
Harmonisation de la grille salariale (Smic)	122
Réajustement de la grille salariale (postes qualifiés)	122
Dépôt.?Extension.?Application	122
Annexe	122
Accord du 25 mai 2023 relatif aux salaires (applicable impérativement au 1er juin 2023)	123
Préambule	123
Accord salarial (postes qualifiés)	123
Dépôt.?Extension.?Application	123
Annexe	123
<b>Accord professionnel du 27 février 2019 relatif à l'OPCO des entreprises de proximité</b>	124
<b>Annexes</b>	127
Annexe I Champ d'application	127
Annexe II Statuts de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité	128
I. - Règles de constitution	128
II. - Administration et fonctionnement	129
III. - Organisation financière	133
IV. - Dispositions diverses	133
<b>Textes parus au JORF</b>	JO-1
<b>Nouveautés</b>	NV-1
<b>Accord du 27 octobre 2016</b>	NV-1
<b>Avenant n° 7</b>	NV-1
<b>Accord désignation de l'opérateur de compétences (OPCO) (25 octobre 2018)</b>	NV-1
<b>Avenant mise à jour de la CC (25 octobre 2018)</b>	NV-2
<b>Lettre d'adhésion de la CFE-CGC santé social (19 février 2019)</b>	NV-2
<b>Accord du 27 février 2019 portant création de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité</b>	NV-3
<b>Avenant TITRE VII : formation pro (18 novembre 2021)</b>	NV-12
<b>Liste des sigles</b>	SIG-1
<b>Liste thématique</b>	THEM-1
<b>Liste chronologique</b>	CHRO-1
<b>Index alphabétique</b>	ALPHA-1



**Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992**

Signataires	
Organisations patronales	Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD).
Organisations de salariés	Fédération nationale des syndicats de services de santé et services sociaux CFDT branches prothésistes et assistantes dentaires ; Fédération nationale des syndicats chrétiens des services de santé et services sociaux CFTC ; Fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC ; Fédération des services publics et de santé CGT-FO ; Fédération nationale indépendante des syndicats des personnels des cabinets et laboratoires dentaires.
Organisations adhérentes	Fédération des syndicats dentaires libéraux, par lettre du 18 mars 1992 ; Fédération des chirurgiens-dentistes de France, par lettre du 6 avril 1993 ; Union des jeunes chirurgiens-dentistes, par lettre du 21 avril 1994 ; Fédération UNSA santé et sociaux public et privé, par lettre du 4 décembre 2017 (BO n°2018-1).

**Préambule**

En vigueur étendu

Les parties signataires conviennent qu'à la date de son extension (1) la présente convention collective annule et remplace :

La convention collective conclue le 10 février 1986 entre :

- la fédération odontologique de France et territoires associés (FOFTA) ;
- le syndicat national CGT des assistantes et prothésistes dentaires ;
- la fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT, branche prothésistes et assistantes dentaires ;
- la fédération des employés et cadres CGT-FO ;
- la fédération nationale des syndicats chrétiens des services de santé et services sociaux CFTC ;
- la fédération nationale indépendante des syndicats des personnels des cabinets et laboratoires dentaires.

La convention collective conclue le 24 septembre 1983 entre :

- la confédération nationale des syndicats dentaires ;
- la fédération nationale indépendante du personnel des cabinets dentaires et laboratoires dentaires ;
- le syndicat autonome des assistantes dentaires et réceptionnistes.

Les signataires précisent, en outre, que le présent texte intègre :

- les accords nationaux professionnels du 5 juin 1987 relatifs au régime de prévoyance des salariés des cabinets dentaires ;
- l'accord national professionnel relatif à la définition et à la classification des emplois des cabinets dentaires du 3 novembre 1988 ;
- l'accord national du 3 novembre 1988 relatif à la formation professionnelle des salariés des cabinets dentaires ;
- l'accord national du 22 novembre 1991 sur la retraite complémentaire.

(1) Conformément à l'article 1.2, la convention collective des cabinets dentaires a pris effet entre les signataires à compter de son dépôt (c'est-à-dire à la date du 4 février 1992).

**Titre Ier : Dispositions générales**

**Champ d'application**

**Article 1.1**

En vigueur étendu

Modifié par accord du 5-12-2003 (BOCC n° 2004-1, étendu par arrêté du 6-2-2004, JO dU 19-2-2004)

La présente convention collective s'applique sur le territoire national et départements d'outre-mer et règle les rapports entre les praticiens qui exercent l'art dentaire conformément au code de la santé publique, seuls ou en association en cabinets dentaires dont l'activité est notamment identifiée par le numéro 851E de la nomenclature d'activité française (NAF) et leurs salariés ; les chirurgiens-dentistes salariés d'un praticien libéral, du fait de leur relation contractuelle particulière découlant du code de déontologie et dont les contrats de travail sont négociés de gré à gré, sont exclus de la présente convention collective.

**Durée et dénonciation**

**Article 1.2**

En vigueur étendu

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès de la DDTE de Paris, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

La dénonciation de cette convention ne pourra intervenir pendant la première année d'application. En outre, la dénonciation ne pourra intervenir qu'après l'échec total de la procédure de révision prévue à l'article 1.3 et l'échec total de la procédure de conciliation conventionnelle.

À peine de nullité, la dénonciation doit être notifiée à chacune des autres parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois de préavis commençant à courir à compter de la date de réception des lettres recommandées de dénonciation.

Des négociations devront alors s'engager dans les conditions fixées à l'article L. 132-8 du code du travail. Sauf substitution du texte dénoncé par un autre texte, les effets de la dénonciation sont ceux prévus à l'article L. 132-8 du code du travail.

**Révision**

**Article 1.3**

En vigueur étendu

Lorsque l'une des parties signataires demandera la révision ou la suppression d'une ou plusieurs dispositions de la convention, elle devra en aviser chacune des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette demande sera accompagnée obligatoirement d'une proposition de rédaction nouvelle ou d'une justification concernant la suppression des dispositions mises en cause.

Dans un délai maximal de 2 mois, une commission, composée de l'ensemble des organisations syndicales représentatives des salariés et des employeurs, devra se réunir pour négocier sur les propositions de révision ou statuer sur la mise en cause de certaines dispositions. Cette commission de négociation pourra prendre la forme d'une commission mixte, si au moins deux organisations en font la demande.

À l'issue de cette négociation, les modifications apportées au texte conventionnel résultant de l'accord des parties, entreront en vigueur dans les conditions fixées par cet accord, à défaut le lendemain du jour de son dépôt. En l'absence d'accord, les dispositions antérieures demeureront en vigueur.

**Avantages acquis**

**Article 1-4**

En vigueur étendu

La présente convention s'impose à l'employeur dès lors que les dispositions qu'elle prévoit sont plus avantageuses pour les salariés. Elle ne pourra être, en aucun cas, la cause de restrictions des avantages acquis par le salarié individuellement ou par accord collectif d'entreprise antérieurement à son entrée en vigueur.

**Adhésion**

**Article 1-5**

En vigueur étendu

Les conditions relatives à l'adhésion à la présente convention collective sont celles prévues aux articles L. 132-9 et L. 132-16 du code du travail.

Il est ainsi rappelé que lorsque l'adhésion émane d'une organisation syndicale, d'une association ou d'un groupement d'employeurs dont l'activité principale n'est pas celle de l'exercice de l'art dentaire telle que déterminée dans le champ d'application, l'adhésion est subordonnée à un accord entre la partie intéressée et les parties signataires de la convention.

Il est également rappelé que l'adhésion doit être notifiée aux signataires par lettre recommandée avec avis de réception et doit faire l'objet d'un dépôt auprès de la direction départementale du travail de Paris.

**Commissions paritaires : composition et attributions**

**Article 1.6**

En vigueur étendu

Plusieurs commissions paritaires sont prévues :

- la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) ;

Liste thématique

Theme	Titre	Article	Page
Arrêt de travail, Maladie	Absence du salarié pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)	Article 3.6	4
	Absence du salarié pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)	Article 3.6	4
	Absence du salarié pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption (Accord du 8 juillet 2005 relatif aux absences pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption)		41
	Incapacité de travail (Accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance)	Article 6	27
Astreintes	Durée de travail (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)	Article 6.1	8
Champ d'application	Champ d'application (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)	Article 1.1	1
Chômage partiel	2. Modulation du temps de travail pour les salariés employés à temps plein (Accord du 5 décembre 2003 relatif à la modulation du temps de travail)		35
Congés annuels	Congés payés (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
Démission	Rupture du contrat de travail (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
Frais de santé	Annexe (Avenant n° 3 du 10 octobre 2019 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire)		
	Annexes (Accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire)		
	Annexes (Avenant n° 4 du 9 novembre 2023 à l'accord du 13 mars 2015 relatif à l'instauration d'une couverture santé complémentaire)		
Indemnités de licenciement	Indemnité de licenciement (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
Maternité, Adoption	Absence du salarié pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
	Congé d'adoption (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
	Congé de maternité (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
	Congés pour événements familiaux et personnels (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
Paternité	Congé de paternité et d'accueil de l'enfant (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
Période d'essai	Catégories de personnel (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
	Mentions obligatoires contenues dans le contrat de travail (Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992)		
Préavis en cas de rupture du contrat de travail			
Prime, Gratification Treizième			

Liste chronologique

Date	Texte	Page
1987-06-05	Accord du 5 juin 1987 relatif à la prévoyance	26
	Annexe I : Classification des emplois	17
	Annexe II - Grille des salaires	25
1992-01-17	Annexe III. Commission paritaire de l'emploi	25
	Annexe IV - Soins aux salariés	26
	Convention collective nationale des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 - Étendue par arrêté du 2 avril 1992 JORF 9 avril 1992	1
1992-04-03	Avenant du 3 avril 1992 relatif à la date d'application de la convention collective	28
1992-05-13	Avenant du 13 mai 1992 relatif à la retraite complémentaire	29
2000-01-14	Accord du 14 janvier 2000 relatif à la retraite complémentaire	29
2000-02-11	Avenant du 11 février 2000 relatif à la prorogation de l'accord de l'ARPE du 6 novembre 1998	29
2000-06-29	Avenant n° 2 du 29 juin 2000 à l'accord du 6 novembre 1998 relatif à l'ARPE	29
2001-05-18	Accord du 18 mai 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	29
2003-03-28	Accord du 28 mars 2003 relatif à la durée du travail (art. 6.1 de la convention collective)	29
2003-06-27	Accord du 27 juin 2003 relatif au champ d'application de la convention collective	29
	Accord du 5 décembre 2003 relatif à la modulation du temps de travail	29
2003-12-05	Accord du 5 décembre 2003 relatif à la nouvelle rédaction du champ d'application	29
	Avenant n° 1 du 5 décembre 2003 relatif à l'accord prévoyance du 5 juin 1987	29
2004-02-27	Avenant n° 2 du 27 février 2004 à l'accord du 5 juin 1987 relatif à la garantie rente éducation	29
2004-03-26	Avenant du 26 mars 2004 relatif à la modulation du temps de travail des salariés à temps partiel	29
2004-07-02	Avenant du 2 juillet 2004 portant modification du préambule du titre III de la convention	29
2004-10-01	Avenant du 1er octobre 2004 relatif à la formation professionnelle	29
2004-12-03	Accord du 3 décembre 2004 relatif à l'enseignement dans le cadre de la professionnalisation	29
	Accord du 3 décembre 2004 relatif aux modalités d'organisation de la journée de solidarité	29
2005-01-07	Accord du 7 janvier 2005 relatif à la formation professionnelle	29
	Accord du 7 janvier 2005 relatif aux congés pour maladie d'un enfant de moins de 12 ans	29
2005-02-25	Accord du 25 février 2005 relatif à la formation professionnelle	29
	Accord du 25 février 2005 relatif à la formation professionnelle	29
2005-07-08	Accord du 8 juillet 2005 relatif aux absences pour maladie, accident non professionnel, congé de maternité ou congé d'adoption	29
	Avenant du 8 juillet 2005 relatif à la formation professionnelle	29
2005-12-02	Accord du 2 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle	29
2006-09-29	Accord du 29 septembre 2006 relatif aux salaires(1)	29
2007-03-16	Accord du 16 mars 2007 relatif au développement et au financement du paritarisme	29
2007-07-06	Accord du 6 juillet 2007 relatif aux salaires	29
	Accord du 5 octobre 2007 relatif aux salaires	29
2007-10-05	Avenant du 5 octobre 2007 relatif à la détermination de la durée du travail effectif (1)	29
	Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux emplois d'aide dentaire (titre III, annexe I)	29
	Avenant du 5 octobre 2007 relatif aux emplois d'assistant dentaire (titre II)	29
2008-03-0		
2008-06-1		
2008-12-0		
2009-09-2		
2009-12-1		
2010-04-2		
2010-06-0		
2010-07-3		
2010-09-2		
2010-12-1		
2010-12-2		
2011-04-1		
2011-07-2		
2011-10-0		
2011-12-1		
2012-02-0		
2012-04-2		
2012-06-2		

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES  
CABINETS DENTAIRES DU 17 JANVIER 1992 -  
ÉTENDUE PAR ARRÊTÉ DU 2 AVRIL 1992 JORF 9  
AVRIL 1992

IDCC 1619

Brochure 3255

SYNTHÈSE

10/04/2024



Remarques .....

I. Signataires .....

- a. **Organisations patronales** .....
- b. **Syndicats de salariés** .....

II. Champ d'application .....

- a. **Champ d'application professionnel** .....
- b. **Champ d'application territorial** .....

III. Contrat de travail - Essai .....

- a. **Contrat de travail** .....
- b. **Catégories de personnel** .....
- i. Le personnel permanent .....
- ii. Le personnel non permanent ou personnel embauché à titre provisoire .....
- iii. Personnel non permanent devenant permanent .....

- c. **Période d'essai** .....
- i. Période d'essai du CDI .....
- ii. Période d'essai du CDD .....

IV. Classification .....

- a. **Emplois de la fabrication de prothèse dentaire** .....
- i. Description de l'activité de prothèse dentaire .....
- ii. Niveaux de qualifications des prothésistes dentaires .....
- b. **Emplois d'assistant(e) dentaire** .....
- c. **Emplois d'aide dentaire** .....
- i. Description des fonctions .....
- ii. Evolution du métier .....
- d. **Le réceptionniste ou l'hôtesse d'accueil** .....
- e. **Secrétaire technique option santé (ST)** .....
- f. **Travaux d'entretien** .....
- i. Le personnel d'entretien .....
- ii. Entretien du mobilier professionnel .....
- g. **Travaux de secrétariat dont régime de la prime de secrétariat** .....

V. Salaires et indemnités .....

- a. **Salaires minimum conventionnel et Rémunération des modalités d'enregistrement du titre de l'assistant dentaire** .....
- b. **Prime d'ancienneté** .....
- c. **Prime de secrétariat** .....
- d. **Tickets-restaurant** .....

VI. Temps de travail, repos et congés .....

- a. **Temps de travail** .....
- i. Durée du travail .....
- ii. Heures supplémentaires .....
- iii. Modalités de mise en oeuvre de la RTT .....
- iv. Temps partiel .....
- v. Garde et astreinte .....
- b. **Repos et jours fériés** .....
- i. Repos hebdomadaire .....
- ii. Jours fériés .....
- iii. Journée de solidarité (accord non étendu) .....
- c. **Congés** .....
- i. Congés payés .....
- ii. Autres congés .....

VII. Déplacements professionnels .....

VIII. Formation professionnelle .....

- a. **Opérateur de Compétences (OPCO)** .....
- b. **Le compte personnel de formation (CPF) ( ex DIF)** .....
- ii. Transfert du DIF .....
- c. **Validation des acquis de l'expérience (VAE)** .....
- i. Public concerné .....
- ii. Statut du salarié .....
- iii. Congé pour validation des acquis de l'expérience .....
- d. **Compte personnel de formation** .....
- e. **Mise en oeuvre de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)** .....
- i. Les bénéficiaires et les objectifs de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A) .....
- ii. Durée de la Pro-A .....
- iii. Le tutorat .....
- iv. liste des qualifications éligibles .....
- f. **Contribution financière conventionnelle** .....
- g. **Les contrats de professionnalisation** .....
- i. Bénéficiaires et durée du contrat de professionnalisation .....
- ii. Rémunération .....
- iii. Fonction tutorale .....

IX. Maladie, accident du travail, maternité .....

- a. **Maladie et accident** .....
- i. Garantie d'emploi .....
- ii. Maintien du salaire en cas de maladie .....
- iii. Conséquences de la maladie sur les congés payés .....
- b. **Maternité et adoption** .....

- i. Indemnisation du congé de maternité .....
- ii. Indemnisation du congé de paternité .....
- iii. Indemnisation du congé d'adoption .....
- X. Retraite complémentaire, frais de santé et prévoyance** .....
- a. Régime de retraite complémentaire** .....
- b. Régime de prévoyance** .....
- i. Institutions de prévoyance .....
- ii. Bénéficiaires .....
- iii. Garanties .....
- iv. Cotisations .....
- c. Garantie frais de santé** .....
- i. Organismes assureurs .....
- ii. Bénéficiaires .....
- iii. Garanties .....
- iv. Suspension du contrat de travail et maintien des garanties .....
- v. Portabilité .....
- vi. Cotisations .....
- XI. Rupture du contrat** .....
- a. Préavis de démission ou de licenciement** .....
- i. Durée du préavis de démission ou de licenciement .....
- ii. Heures de liberté pour recherche d'emploi .....
- b. Indemnité de licenciement** .....
- c. Indemnité de départ à la retraite** .....
- d. Cessation anticipée d'activité (dispositif prorogé jusqu'au 31 octobre 2000)** .....
- i. Cessation d'activité .....
- ii. Maintien des garanties .....

## Remarques

Pour vous permettre de savoir à qui et quand doit-on appliquer les dispositions, par principe, sauf disposition contraire, par application des dispositions légales :

- les accords doivent être appliqués par les adhérents des organisations patronales signataires à partir du jour qui suit leur dépôt (quand elle est renseignée, nous indiquons la date). Le texte concerné sera reproduit en italique.
- lorsque l'accord nécessite un agrément, seul son obtention rend opposable le texte aux adhérents des organisations patronales signataires. La référence de l'agrément sera alors mentionnée.
- les non adhérents doivent appliquer le contenu de l'accord au lendemain de la publication au JORF de son arrêté d'extension. Le texte concerné sera reproduit en caractère droit.

Pour optimiser l'efficacité de la portée des alertes, y seront mentionnées, pour les accords non étendus, le ou les organisations patronales signataires à la suite du terme « signataire ».

En application de l'article L2261-23-1 du Code du travail, pour les entreprises de moins de 50 salariés, les accords ou avenants ne nécessitent pas la mise en place d'un accord type proposé par la Branche ni d'adaptation spécifique pour sa mise en œuvre. Chaque accord ou avenant s'applique quel que soit l'effectif. En cas contraire, précisions seront indiquées.

## I. Signataires

### a. Organisations patronales

Confédération nationale des syndicats dentaires (C.N.S.D.)  
Fédération des chirurgiens-dentistes de France (adhésion)  
Union des jeunes chirurgiens-dentistes U.J.C.D. (adhésion)  
Fédération des syndicats dentaires libéraux (adhésion)

### b. Syndicats de salariés

Fédération nationale des syndicats de services de santé et services sociaux C.F.D.T. branches prothésistes et assistantes dentaires  
Fédération nationale des syndicats chrétiens des services de santé et services sociaux C.F.T.C.  
Fédération française de l'action sociale et de la santé C.F.E.-C.G.C.  
Fédération des services publics et de santé C.G.T.-F.O.  
Fédération nationale indépendante des syndicats des personnels des cabinets et laboratoires dentaires  
*Fédération UNSA Santé et Sociaux Public et Privé, adhésion par lettre du 4 décembre 2017 à cette CCN des cabinets dentaires du 17 janvier 1992 ainsi qu'à l'ensemble de ses avenants.*

*Lettre d'adhésion du 9 juillet 2018 du syndicat de salariés Fédération UNSA Santé et Sociaux Public et Privé à cette convention collective et tous ses avenants dont l'accord du 16 mars 2017 relatif au paritarisme et financement de la négociation collective.*

## II. Champ d'application

### a. Champ d'application professionnel

La Convention collective règle les rapports entre les praticiens qui exercent l'art dentaire conformément au Code de la santé publique, seuls ou en association en cabinets dentaires, et leurs salariés, le code NAF de l'activité étant notamment 85.1 E.

**Sont exclus** de la convention collective les chirurgiens-dentistes salariés d'un praticien libéral, du fait de leur relation contractuelle particulière découlant du code de déontologie et dont les contrats de travail sont négociés de gré à gré.

### b. Champ d'application territorial

Territoire national et DOM.

## III. Contrat de travail - Essai

### a. Contrat de travail

Le contrat de travail doit être écrit et être signé par les parties au plus tard le jour de l'embauche. Il doit mentionner :

- les références de l'employeur,
- l'état civil du salarié,
- la date d'embauche,
- la nature et le (ou les) lieu(x) de l'emploi,
- les fonctions et la catégorie du salarié,
- la position hiérarchique au sein de la classification,
- la rémunération,
- la durée hebdomadaire de travail,

- la répartition des repos hebdomadaires,
- la référence à la convention collective nationale des cabinets dentaires,
- la durée de la période d'essai à effectuer.

Les conditions particulières d'exercice de la profession, en cas notamment de pluralité de cabinets et les obligations qui en découlent, doivent être portées au contrat.

Le contrat est établi en 2 exemplaires. Le salarié doit faire précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé".

### b. Catégories de personnel

#### i. Le personnel permanent

Sont considérés comme membres du personnel permanent les salariés titulaires d'un emploi permanent au cabinet.

Le personnel permanent peut être occupé à temps complet ou à temps partiel et est lié à l'établissement par un CDI.

Les salariés permanents occupés à temps partiel bénéficient des avantages inclus dans la convention collective.

#### ii. Le personnel non permanent ou personnel embauché à titre provisoire

Le personnel non permanent est embauché pour un travail déterminé ayant un caractère non permanent, notamment pour remplacer un salarié permanent momentanément absent ou exécuter un travail de caractère exceptionnel.

Il peut être occupé à temps complet ou à temps partiel et est lié au cabinet dentaire par un CDD.

Le caractère provisoire de l'emploi et la qualification du contrat utilisé doivent être mentionnés sur la lettre d'embauche.

Dès le début de son contrat de travail, le personnel non permanent bénéficie de toutes les dispositions de la convention collective.

#### iii. Personnel non permanent devenant permanent

Tout membre du personnel embauché à titre provisoire qui passe, à la fin de son contrat, dans l'effectif permanent de l'entreprise est exempté de la période d'essai. Son ancienneté prend effet du jour de son embauche provisoire dans le cabinet dentaire.

Pour le calcul de la majoration de salaire pour ancienneté, les périodes de travail effectuées antérieurement, dans la limite de 2 ans, dans le cabinet dentaire sont prises en compte selon les dispositions prévues pour le personnel permanent.

### c. Période d'essai

La mention d'une période d'essai doit être stipulée par écrit dans le contrat de travail ou la lettre d'engagement ainsi que la possibilité de son renouvellement.

#### i. Période d'essai du CDI

##### ◇ Durée de la période d'essai

Le contrat de travail débute par une période d'essai de 2 mois, pouvant être renouvelée pour la même durée, 1 fois. Le renouvellement, à la demande de l'employeur, doit être fait par écrit par lettre RAR, ou remise en mains propres contre décharge, avant la fin du 2<sup>ème</sup> mois d'essai.

##### ◇ Rupture de la période d'essai

Temps de présence dans l'entreprise	Préavis en période d'essai pour une rupture à l'initiative...	
	de l'employeur	du salarié
< 8 jours	24 heures	24 heures
Entre 8 jours et 1 mois	48 heures	48 heures
> 1 mois	2 semaines	
> 3 mois	1 mois	

#### ii. Période d'essai du CDD

##### ◇ CDD à terme précis

La période d'essai est de 1 jour par semaine avec un maximum de 2 semaines pour les contrats dont la durée est au plus égale à 6 mois. Elle est de 1 mois maximum pour les contrats de plus de 6 mois. Ces périodes d'essai ne sont pas renouvelables.

En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'essai, le préavis ne s'applique qu'aux CDD dont la durée de la période d'essai est supérieure à 1 semaine.